

La rencontre

Réjane Sénac : « La cause animale a gagné des batailles »

Pour Réjane Sénac, la question animale s'inscrit dans l'histoire longue des luttes pour l'égalité. En retraçant son itinéraire – des vallées pyrénéennes aux couloirs de Sciences Po à Paris – elle éclaire les contradictions de nos démocraties, confrontées à la violence banalisée faite aux animaux et au défi d'une cohabitation élargie à l'ensemble du vivant.



©Léa Crespi

« *Je n'imaginais pas faire carrière dans la recherche, je ne savais pas que c'était possible* », confie Réjane Sénac avec une pointe d'accent du Sud-Ouest. À l'orée de la cinquantaine, devenue directrice du département de science politique de Sciences Po, la native des Pyrénées nous reçoit dans les superbes locaux du campus Saint-Thomas, la nouvelle enclave de Sciences Po ouverte il y a trois ans au cœur du septième arrondissement parisien. Spécialiste des questions d'égalité, elle a consacré sa thèse et son premier livre, *L'ordre sexué* (PUF, 2007), à la perception des inégalités femmes-hommes. Après avoir étudié les mobilisations féministes, elle s'est intéressée aux mouvements antiracistes, et, désormais, antispécistes (critique de la discrimination fondée sur l'espèce). *Par effraction*, son onzième livre, vise à « *rendre visible la question animale* ». Pour l'écrire, celle qui se voit comme « *philosophe de terrain* » a mené l'enquête « *en immersion* » auprès de 59 associations de défense des animaux. Un champ d'investigations relativement neuf, qui fait écho à ses préoccupations de toujours.

Réjane Sénac

Réjane Sénac est politiste. Elle est directrice du département de science politique de Sciences Po et directrice de recherche CNRS au CEVIPOF (Centre de recherches politiques de Sciences Po).

Depuis vos premiers travaux, vous développez une réflexion sur les discriminations. Vous avez écrit sur le sexisme, le racisme, le spécisme. Qu'est-ce qui vous y a menée ?

J'ai grandi dans un village des Pyrénées où porter comme nom celui d'un village d'une autre vallée, c'était être perçue comme une étrangère, au sens grec du terme de « barbare », « hors de la cité ». Ma mère, fille d'un ouvrier espagnol et d'une orpheline d'origine espagnole, avait vécu cette expérience de manière aiguë. Cet héritage m'a d'autant plus rendue sensible aux injustices que j'ai aussi été percutée par le sexisme. Je me souviens d'une scène symbolique. Alors que j'allais à la messe en investissant l'église comme un musée, une salle de concert et un espace de discussion, le curé me dit un jour : « *C'est dommage que tu ne sois pas un garçon, sinon tu serais mon enfant de chœur.* » Ce verdict est ma première prise de conscience féministe. Sans connaître le mot, j'étais aussi antispéciste. Une matinée, alors que je ne trouvais plus Pompon dans les clapiers du jardin de mes grands-parents, je compris qu'ils l'avaient préparé au dîner, sans voir le problème. Ça m'a déstabilisée, d'autant plus venant d'eux que j'adorais, qu'ils n'aient pas compris l'horreur de transformer un lapin que je considérais comme un ami en aliment. On présente souvent les antispécistes comme des « bobos végans », des citadins coupés des dures réalités agricoles. Or, beaucoup de militants que j'ai rencontrés pour mes recherches viennent, comme moi, du monde rural, où il est difficile de ne pas voir les violences perpétrées contre les animaux non humains.

Comment êtes-vous devenue politiste ?

Dès l'enfance, les violences me sont apparues comme une réalité ni normale, ni naturelle, ni nécessaire, les 3 « N » justifiant toutes les dominations. Or, les sciences humaines et sociales permettent d'interroger les prétendues évidences héritées. Au lycée, j'ai eu la chance qu'un de mes amis me dise : « *Toi qui aimes la philo et les maths, tu as vu cette classe préparatoire littéraire qui contient aussi des sciences sociales et qui vient d'ouvrir à Bordeaux ?* » Je n'avais jamais mis les pieds dans cette ville bourgeoise où l'atterrissage n'a pas été facile. Pour dire mon décalage, un prof a refusé de noter un de mes oraux au motif qu'avec mon accent des montagnes, il n'avait rien compris. Là encore, j'ai expérimenté la dissonance entre les principes égalitaires proclamés et la réalité vécue. Cette dissonance, j'ai voulu la comprendre. Je me suis orientée vers ce qui me faisait vibrer : la philo, la science politique, le droit. L'enseignement, la recherche.

Votre dernier livre, *Par effraction*, porte sur la question animale, de même que le précédent, *Comme si nous étions des animaux*. Comment en êtes-vous venue à vous intéresser aux animaux ?

Comme chercheuse, j'ai toujours été passionnée par les énigmes autour du principe d'égalité. Pourquoi certaines différences sont-elles reconnues comme des injustices, des inégalités ? J'ai consacré mon premier livre, *L'ordre sexué*, aux contradictions entre notre attachement au principe d'égalité et aux différences entre les femmes et les hommes. En France, pays proclamé comme celui de la Révolution et des Droits de l'homme, le principe d'égalité est à la fois central et controversé. Ces controverses constituent le fil rouge de mes travaux, qui ont

porté successivement sur l'inclusion des groupes inauguralement exclus de l'égalité de droit : les femmes, les personnes racisées, homosexuelles... Leur exclusion a reposé sur leur association à des missions naturelles, à leur animalité les éloignant du *logos* et de la raison définis comme le propre de l'homme et du politique. Ceci alors que nous sommes tous des animaux ! L'enjeu est de prendre en considération la « sentience » de tous les animaux, c'est-à-dire notre capacité subjective de ressentir des émotions positives et économiques, dont le bien-être et la souffrance. J'ai intégré cette question à mes recherches sur les mobilisations contemporaines contre les injustices.

4 choses à savoir sur Réjane Sénac

Son rituel d'écriture

Réjane Sénac aime travailler le soir et la nuit, « *moment suspendu* », jusque vers 2 heures du matin. Mais « *ça devient plus dur en vieillissant* », avoue-t-elle.

Son livre de chevet

C'est un livre que tout le monde connaît, et qu'elle-même a découvert grâce à son instituteur à l'école élémentaire : *Les Misérables*. La politiste se souvient d'un « choc esthétique », et l'a fait lire à son tour à son jeune fils. Sensible au fait que Victor Hugo ait « *bougé politiquement au cours de sa vie* », du légitimisme romantique de ses quinze ans au socialisme généreux de sa maturité, elle admire le personnage de Monseigneur Bienvenu, à qui elle dédie son dernier livre : il « *ouvre la porte à Jean Valjean sans lui demander ses papiers* ».

La personnalité qui l'a influencée ?

L'étude de Platon, en master de pensée politique, l'a éblouie. Elle juge « *avant-gardiste* » le philosophe athénien qui prête aux hommes et aux femmes des capacités égales, et admire dans la maïeutique « *une manière d'enseigner et de penser qui inspire* » sa propre pratique. Plus tard, elle a été marquée par la philosophe et féministe américaine Nancy Fraser, pour ses travaux novateurs sur le concept de justice.

Si elle n'avait pas été politiste, elle aurait été...

Avocate ! étudiante, elle s'est posé la question. Comme il n'est pas facile de se faire une place dans le monde académique, il lui fallait un plan B. Pour mieux comprendre les enjeux philosophiques de l'égalité, elle a fait à Paris-I un master de droit de la personne. Elle « *aurai(t) pu trouver (s)a place* » au barreau : « *c'est une façon d'agir contre les injustices.* »

Lire moins

Quels sont les enjeux philosophiques de la question animale ?

Si, pour reprendre Chico Mendes [syndicaliste brésilien assassiné en 1988 en raison de ses combats pour l'environnement, ndlr], « *l'écologie sans la lutte des classes, c'est du jardinage* », l'écologie sans l'antispécisme, c'est de l'inconséquence. Les émissions de méthane et la consommation d'eau par l'élevage montrent notamment que le capitalisme écocidaire, cannibale et le spécisme sont étroitement imbriqués. On ne pourra pas défaire l'un sans l'autre. L'antispécisme impose de tout remettre à plat, autant nos façons de produire que de consommer. Sur le plan théorique, c'est aussi une question très féconde. Elle nous place dans un inconfort maximal parce qu'elle dévoile nos incohérences. Qu'est-ce qu'une

démocratie où l'on élève pour les mettre à mort et les manger des êtres qui ont, comme nous, un intérêt à vivre et qui ressentent de la souffrance ? En France, 3,2 millions d'animaux dits d'élevage sont abattus chaque jour, ils sont 2050 milliards par an dans le monde. Cette comptabilisation de l'horreur doit nous amener à nous interroger sur ce que signifie pour nous aimer. Car nous prétendons aimer les animaux avec qui nous vivons pour la moitié des foyers français et que nous mangeons pour 98 % d'entre nous. Plus de 80 % des Français se déclarent opposés à la maltraitance animale, alors que 8 animaux abattus sur 10 proviennent d'élevage intensif. Comme si un écran se dressait entre l'animal et l'aliment. Cet écran m'intéresse, d'autant plus qu'il est ébréché...

Voulez-vous dire que la question animale se pose, désormais, dans le débat public ?

Oui, et c'est pourquoi nous vivons un moment exceptionnel. Certes, cela s'inscrit dans une histoire, avec notamment la création de la Société protectrice des animaux en 1845 et la loi Grammont en 1850 pénalisant la maltraitance animale, sous l'impulsion en particulier de Victor Hugo, impliqué aussi contre la vivisection. La cause animale a gagné des batailles : en 1976, le Code rural reconnaît tout animal comme « *un être sensible qui doit être placé par son propriétaire dans des conditions compatibles avec les impératifs biologiques de son espèce* » (article 214-1), statut intégré au Code civil en 2015. À partir de 2010, l'association L214 montre dans ses vidéos, largement diffusées, d'abattoir et d'élevage, que ces avancées juridiques ne sont pas appliquées. Ces images ont fissuré l'écran que nous interposons commodément entre l'animal d'une part, la viande ou le vêtement en cuir d'autre part. En 2016 se crée un Parti animaliste, qui porte l'antispécisme sur le terrain électoral et promeut « *une société qui prend en compte les intérêts des animaux et qui repense la relation entre animaux et humains* ». La même année, une commission d'enquête parlementaire met en lumière les conditions d'abattage des animaux de boucherie en France. Les contradictions dans nos relations avec les animaux sont ainsi devenues un sujet politique.

Avez-vous observé une prise de conscience plus large ?

Pour écrire *Par effraction*, j'ai participé en observatrice à des actions de sensibilisation de collectifs engagés dans la défense des droits des animaux et j'ai fait une soixantaine d'entretiens de responsables d'association et activistes. Lors des actions de rue, les réactions des passants montrent un inconfort croissant face à la violence sur laquelle reposent nos habitudes de consommation, notamment alimentaires. Il y a une prise de conscience de ce que j'appelle, en référence à Hannah Arendt, la « banalité du mal » spéciste. J'ai entendu beaucoup de « *merci* », « *bon courage* », mais aussi « *décalez-vous* ». Lors d'un micro-trottoir de l'association FUTUR dans le quartier des Halles à Paris sur le thème du spécisme, un passant a ainsi déclaré que s'il devait réfléchir, il arrêterait peut-être de manger de la viande, mais qu'il aimait trop ça. Puis il a ajouté : « *Je suis un connard banal* ». Même si les végétariens et les végans doivent toujours se justifier, la honte change de camp. Les résistances sont puissantes, mais notre anthropocentrisme et ses conséquences sont questionnés.

Nous voir toutes et tous comme des colocataires de la Terre, c'est très beau.

Comment l'antispécisme change-t-il nos démocraties ?

Pour la définir en quelques mots, la démocratie est un régime garant du pluralisme et des droits fondamentaux. Elle est aussi un mode de vie se caractérisant par la capacité à prendre

en considération ce qui dérange, est problématique, voire même ce qui est perçu comme sauvage. En incluant des groupes tels que les femmes, les homosexuels et les personnes racisées dans la communauté politique, la démocratie a évolué vers la reconnaissance de tous les humains comme des citoyens à part entière. Pour gagner ces batailles, les féministes et les antiracistes ont dénoncé le rôle de l'animalisation pour justifier les exclusions du périmètre de la démocratie. Il est ainsi logique que les luttes contre le sexisme, le racisme et pour la justice sociale voient dans le rapprochement avec la cause animale un risque de régression ou de diversion.

Ceci alors qu'elle porte une exigence de justice et d'égalité transversale. Elle interroge une certaine conception mortifère de l'humain, fondée sur la domination, et, *in fine*, sur le pouvoir de tuer, ce qu'Achille Mbembe appelle le nécropouvoir. Les visites du refuge GroinGroin (Sarthe) où sont hébergés des animaux libérés d'élevages et d'un parc animalier en Forêt-Noire (Allemagne) où sont accueillis des animaux dits sauvages comme des ours, des lynx et des loups m'ont permis de mesurer l'importance de les reconnaître comme des individus uniques en croisant leurs regards, mais aussi en faisant en sorte de leur laisser au maximum leur liberté. Nous voir toutes et tous comme des colocataires de la Terre, plutôt que comme des propriétaires et des biens, c'est très beau, y compris avec les difficultés que cela implique. Ces endroits préfigurent un autre monde, plus doux, où se dessine une cohabitation partagée avec les membres des autres espèces dans une humanité plus humble et plus heureuse.

Et vous-même, mangez-vous de la viande ?

C'est une question personnelle qui nous confronte à l'entremêlement de l'intime et du politique. Je suis devenue végétarienne à l'âge de 17 ans, ce qui n'était pas facile dans les années 1990 dans un internat du Sud-Ouest ! À présent, j'expérimente la complexité de devenir végan dans un monde qui ne l'est pas. Si la responsabilité est avant tout collective, les pratiques individuelles ont aussi leur importance, elles participent de bousculer les possibles.

Peut-on vraiment considérer les animaux non humains comme nos égaux ?

Depuis mes premières recherches, j'ai analysé les quiproquos récurrents au sujet de l'égalité discréditée comme aveugle aux différences. Quand les zones d'éducation prioritaires (ZEP) ont été mises en place en 1981, allouant plus de moyens aux établissements des quartiers défavorisés, certains se sont ainsi réjouis que l'équité l'emporte enfin sur l'égalité. Comme si ce dernier principe imposait de traiter de la même façon des situations différentes. Appliquer le principe d'égalité, ce n'est pas nier les différences, mais les prendre au contraire en considération pour qu'elles ne créent pas d'injustice, de domination. Condorcet porte cette idée, en particulier dans ses *Mémoires sur l'Instruction publique* (1791) : il se demande comment l'école peut former les élèves à l'autonomie, en s'adaptant à leurs besoins, à leurs contextes de vie. Appliqué aux animaux non humains, le principe d'égalité n'implique donc pas de leur accorder les mêmes droits qu'aux animaux humains que nous sommes. Dire que l'objectif serait de leur donner le droit de voter ou de se marier, c'est être dans l'évitement de la discussion sur ce que serait une citoyenneté qui dépasserait les frontières humaines en prenant au sérieux les besoins des différentes espèces.

En 2011, dans *Zoopolis* (Hermann, 2025), les philosophes canadiens Sue Donaldson et Will Kymlicka donnent des pistes concrètes en proposant d'accorder à tous les animaux non humains des droits universels – ne pas souffrir, vivre dans un environnement qui permette la

satisfaction de leurs besoins fondamentaux – et des droits spécifiques. S’inspirant des théories de la citoyenneté, ils distinguent, parmi eux, ceux à qui l’on donnerait le statut de citoyen (qui vivent avec nous depuis des millénaires, et que nous qualifions de « domestiques » ou « d’élevage »), le statut de résidents (ceux qui vivent en liberté à proximité des humains, comme les pigeons, les rats renommés « surmulots ») et le statut de peuples souverains (les animaux dits « sauvages »). Des associations comme Projet Animaux Zoopolis ou Convergence Animaux Politique interpellent et accompagnent les politiques pour qu’ils mettent en pratique cette zoopolitique au niveau local et dans la loi.

Historiquement, l’égalité proclamée n’a pourtant pas empêché des discriminations flagrantes...

C’est vrai. Athènes, au 5^e siècle avant notre ère, est souvent présentée comme un modèle de démocratie directe alors que les citoyens n’y représentaient que 10 % de la population. Les femmes, les esclaves, les métèques en étaient exclus. Cet angle mort vis-à-vis de notre héritage a été l’une de mes portes d’entrée dans la recherche. Le principe de l’égalité est traversé de contradictions ; je tente d’en déchiffrer l’impact dans la France contemporaine. Citons le Code civil, qui a longtemps renvoyé les femmes au statut de mineures, ou le Code de l’indigénat, qui légalisait l’inégalité de droit dans les colonies françaises.

Pour mémoire, sous couvert de neutralité de l’universalisme républicain, le suffrage dit universel a été masculin jusqu’en 1944. Ainsi, dans notre devise, la notion de « fraternité » pèse lourd : elle dit à qui on applique les principes d’égalité et de liberté. Elle nous amène en creux à nous poser la question de qui sont les « non-frères ». C’est en lien avec cet héritage où la norme est l’exclusion que des militants féministes, antiracistes et pour la justice sociale, se méfient du principe d’égalité et valorisent la justice, l’équité ou la dignité. Comme je le développe dans mon livre *Radicales et fluides* (2021), j’ai pris la mesure de l’importance de cette méfiance à travers une enquête auprès de 130 responsables d’associations et activistes féministes, antiracistes, antispécistes, pour la justice sociale et écologique. Vécue comme une promesse trahie, l’égalité est un « *mot blessé* » pour reprendre l’expression de Daniel Bensaïd, et plus encore un mot qui a blessé. Il demeure néanmoins un horizon fédérateur à condition d’être réapproprié comme un levier de justice commune, d’émancipation partagée à travers notamment la déclinaison de la fraternité en solidarité.

Êtes-vous une chercheuse engagée ?

Je ne me considère pas comme militante, mais comme une universitaire engagée. Je vous ai dit ma révolte précoce face aux violences et aux discriminations. Aucune position n’étant neutre, j’assume mon point de vue situé, cela participe de la démarche scientifique. La fameuse neutralité axiologique de Weber est souvent utilisée pour disqualifier l’engagement des chercheurs face aux défis de leurs temps, alors que la rigueur scientifique n’est pas incompatible avec le fait d’assumer une responsabilité dans la défense des droits fondamentaux. Weber a ainsi notamment contribué à rédiger la constitution de la République de Weimar, il n’a pas été un savant hors du politique. Par mes recherches, j’espère participer de la discussion sur le sens de notre devise « Liberté, Égalité, Fraternité », et la place centrale qu’y occupe le principe d’égalité.

Notre choix de lectures



Comme si nous étions des animaux

Réjane Sénac

La question animale est souvent marginalisée dans les discussions sur l'égalité dans les sociétés occidentales. L'antispécisme bouleverse, il est vrai, notre conception du politique. Dénoncé comme un anti-humanisme ou comme une diversion par rapport à la lutte contre le sexisme, le racisme et les inégalités sociales, il est temps de le considérer comme un pas de côté nécessaire pour faire un pas en avant dans l'application du principe d'égalité.

SeuilLibelle



Avant *Par effraction* (Stock/Philosophie Magazine Éditeur, 2025), Réjane Sénac a consacré à la question animale un essai court et clair, *Comme si nous étions des animaux* (Seuil, Libelle, 2024). Il est temps, dit-elle, de voir l'antispécisme comme « *nécessaire pour faire un pas en avant dans l'application du principe d'égalité* ». Tous les livres de Réjane Sénac portent sur le principe d'égalité, ses implications et ses ambivalences. Dans *Radicales et fluides* (Presses de Sciences Po, 2021), elle mène une enquête philosophique sur les mobilisations contemporaines contre le racisme, le sexisme, l'homophobie et le spécisme. Auparavant, la politiste a interrogé « *le mythe de l'égalité à la française* » dans *Les non-frères au pays de l'égalité* (Presses de Sciences Po, 2017).